

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la proposition américaine d'une nouvelle négociation sur le commerce international, le bilan du sommet des pays industrialisés notamment en matière de sécurité nucléaire, Naples le 9 juillet 1994.

Mesdames et messieurs,

- Vient de s'achever la première partie de ce Sommet des Sept de Naples. J'aurai, sans doute, l'occasion de vous revoir demain après les conversations qui auront eu lieu, ce soir et demain matin, entre les Sept, la Commission européenne et M. Eltsine. Vous avez déjà le texte qui est sorti de nos délibérations, je vais très rapidement vous donner les têtes de chapitre.

- Croissance et emploi. Constatation facile à faire, pour la croissance : ça va mieux. Pour l'emploi, il n'en est pas de même. Cette considération pourrait être appliquée à la France. Quelques thèmes ont été choisis : la formation tout au long de la vie, le développement des emplois de proximité, la promotion des nouvelles technologies. Cela fait partie d'un fonds commun dont vous avez entendu parler souvent à Paris. Je l'avais évoqué, moi-même, en parlant d'un nouveau contrat social et, à diverses reprises, le gouvernement est revenu sur ces différents points.

- On a parlé de la monnaie. Je n'en parlerai pas davantage, non qu'il y ait des secrets à dissimuler, - ce serait une tentative vaine - mais il s'agissait de conversations autour de la table et il n'y a pas eu de résolution.

- Pour le commerce, l'objectif prioritaire reste naturellement la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce pour le 1er janvier 1995. Ainsi, il lui sera confié la mission d'étudier les rapports entre commerce et environnement. De même, et cela a été ajouté, les relations entre commerce et conditions de travail : au fond, ce que l'on appelle la clause sociale qui, en différentes circonstances, sera examinée - vous le savez - l'an prochain.\

Un troisième point : l'Ukraine et la sûreté nucléaire. L'Ukraine est un grand pays. Il est dans une situation difficile et ce n'est pas nouveau. Notre soutien économique doit lui être acquis comme il est acquis à la Russie. Mais il lui faut, comme en Russie, s'attaquer à des réformes profondes qui peuvent être difficiles et qui sont indispensables.

- Parlant de l'Ukraine, vous imaginez bien qu'on a parlé de Tchernobyl. C'était déjà dans tous les textes qui couraient, avant l'ouverture de la conférence avec l'initiative franco-allemande. Vous connaissez le risque. Vous savez les décisions qu'a prises l'Union européenne à Corfou. Eh bien, à sept, nous avons décidé de compléter ces décisions et de proposer à l'Ukraine un projet global qui consiste à fermer Tchernobyl en échange de l'achèvement de trois centrales de conception beaucoup plus sûre et qui sont d'ailleurs construites à plus de 80 %. Nous sommes convenus d'apporter, en plus de tout ce qui est apporté ici et là, 200 millions de dollars : ce qui représente pour la France 32 millions de dollars. Le total désirable est de un milliard et demi de dollars, si on examine l'ensemble de l'effort à faire. En sus, naturellement, des décisions européennes de Corfou, afin de faire démarrer les travaux le plus tôt possible. C'est un ordre de valeur, ces 200 millions de dollars, mais au moins, c'est un minimum au-dessous duquel on ne pourra aller. Il est probable que ce chiffre sera dépassé - ça, c'est moi qui l'ajoute, ce n'est pas dans le

communiqué. Or, on peut penser qu'il s'agit là d'un pas important, le plus important que nous ayons fait, depuis que nous nous sommes attaqués à ce problème de la sûreté nucléaire. Cela fait quand même deux ans et demi ! Donc, ce n'est pas la fin du problème. Il existe bien d'autres centrales nucléaires sur le pourtour de l'ancienne Union soviétique qui ont besoin d'être modernisées. Enfin, "chaque chose en son temps", voilà la première réponse pour Tchernobyl. \

L'aide au développement : nous sommes tombés d'accord pour améliorer le traitement de la dette des pays les plus pauvres - annulation de 66 % au lieu de 50 % - , pour évoquer l'idée d'une allocation de droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international. C'est une idée que les délégations françaises ont souvent soutenue car, vous le savez bien, la dernière allocation de droits de tirage spéciaux date de 1979. Depuis cette époque, de nombreux pays ont rejoint le Fonds monétaire international. Leur situation est difficile £ mais le risque d'inflation paraissant faible à tous les spécialistes, c'est donc le moment où il faut agir.

- On a insisté sur quelques points particuliers : pour ma part, j'ai évoqué essentiellement, parmi d'autres questions traitées par d'autres représentants au sein de la délégation : la zone franc £ l'Afrique du Sud et le Moyen-Orient au travers des besoins palestiniens £ les institutions financières internationales. Là, il y a eu une discussion très poussée. Encore un anniversaire, encore un cinquantenaire, celui de Bretton-Woods (entre 94 et 95, nous en célébrerons plusieurs) mais cela paraît être l'occasion de procéder à une sorte de révision générale. Cinquante ans après, ces grandes institutions sont nécessaires, mais comment fonctionnent-elles ? Est-ce que la répartition de leurs tâches est toujours très respectée ? Vous avez la Banque mondiale qui a pour charge essentielle d'aider au développement £ le Fonds monétaire international qui a en charge l'équilibre des politiques monétaires, en particulier £ l'OCDE qui est un club de pays riches et qui s'occupe de ce qui touche à la vie économique de ses membres. Vous avez maintenant l'Organisation mondiale du commerce, qui réunit un nombre très grand de pays. La clause sociale du GATT va devenir un sujet primordial. Mais il y a aussi des limites à définir entre ce qui reviendra à l'Organisation internationale du commerce et à ce qui relève de la compétence du Bureau international du Travail. Il y a là comme une sorte de réexamen dont nous attendons, nous Français, des bienfaits.

- Au fond, depuis 1971, l'ordre défini à Bretton-Woods, qui présentait des inconvénients mais aussi de nombreux avantages, n'existant plus, on ne peut pas dire que la situation des monnaies en ait été améliorée. \

M. Eltsine sera parmi nous tout à l'heure. Je ne peux pas dire à sa place les questions qu'il posera : là, j'interviens à titre personnel comme pourraient le faire les ministres ici présents. On sait bien que M. Eltsine en a déjà parlé - en particulier devant les Européens -, que la Russie souhaite entrer dans ce groupe des Sept qui deviendrait un groupe des Huit. Un débat est ouvert. Nous pourrions en parler, demain, davantage. Nous avons parlé de l'environnement, des suites de la Conférence de Rio. Il est indispensable d'en accélérer la mise en oeuvre. Le monde est resté très au-dessous des engagements pris à cette époque.

- Un chapitre spécial a été réservé à la lutte contre le crime organisé, comme le blanchiment de l'argent. Il y a cinq ans, à ce qu'on avait appelé le Sommet de l'Arche, à Paris, on avait commencé à organiser notre coopération. Des résultats importants ont été enregistrés, mais l'ampleur de l'enjeu est telle qu'il faut redoubler d'efforts. Comme vous pouvez le constater, c'est un Sommet qui était vraiment très riche en travail et en discussions fructueuses. Je n'ai pas constaté les clivages qui, trop souvent, viennent enrayer la marche de nos travaux £ quelques débats naturellement, c'est l'objet de nos conversations. Tout cela a été obtenu à l'unanimité et sans grandes difficultés. Je suis maintenant à votre disposition pour répondre à vos questions. \

QUESTION.- Monsieur le Président, pouvez-vous nous dire quel sort a été réservé à l'initiative américaine pour revoir les barrières qui restent dans le commerce mondial après la conclusion du GATT et, de même, pourquoi la France n'a pas apparemment assisté à la réunion des ministres du commerce extérieur qui a eu lieu ce midi.

- LE PRESIDENT.- Il n'y avait pas de conférence des ministres du commerce extérieur. Il y avait une invitation qui a été faite. Je suis sûr que les ministres présents ont dit des choses très intéressantes entre eux, mais ce n'était pas du tout une conférence organisée en commun. C

intéressantes entre eux, mais ce n'était pas du tout une conférence organisée en commun et d'autant qu'elle n'avait pas été préparée.

- Sur le premier point, la position de quelques-uns, notamment du Président Clinton, était d'entreprendre, toutes affaires cessantes, la continuation des négociations sur le GATT en élargissant leur domaine. C'est vrai que j'ai fait remarquer qu'il restait, même dans le cadre du GATT, de la phase précédente, quelques domaines que l'on s'était promis d'explorer et qui n'ont pas été traités, comme l'acier par exemple.

- Et, d'autre part, la ratification n'est pas encore intervenue dans tous les pays - loin de là - et, en particulier, dans les pays européens. La date limite est le premier janvier 1995. J'estimais qu'il n'était pas nécessaire de surcharger la barque, que les Parlements étaient saisis de questions très précises que les gouvernements avaient eu le temps d'étudier, que les Commissions spécialisées avaient examinées, et que si l'on devait reparler de ces sujets, ce serait pour plus tard : une fois terminée la phase actuelle, quand nous nous trouverons devant un problème qui sera posé en termes nouveaux, et nous verrons comment nous réagirons !\

QUESTION.- Monsieur le Président, quel signal le G7 a-t-il voulu donner au marché en ce qui concerne la situation du dollar ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas eu de délibération à ce sujet, donc il n'y a pas eu de signal. Je pense que les monnaies les plus intéressées, qui sont en l'occurrence le dollar et le yen, ont dû penser que le jeu normal du marché remettrait les choses en l'état. Mais je n'ai rien d'autre à vous dire et pas d'information à vous donner pour la bonne raison que je n'en ai pas. Il n'y a pas eu de délibération entre les sept à ce sujet.\

QUESTION.- Monsieur le Président, Naples qui est en ce moment très heureuse pour le grand succès du G7, mais, malheureusement, c'est aussi la ville du deuil, un deuil qui nous vient directement d'Algérie et de cette folie où se mélangent la religion et la politique. Est-ce que vous pouvez nous dire quelque chose sur la position de la France à ce sujet ?

- LE PRESIDENT.- La position de la France est connue. Elle a, elle-même, eu à souffrir cruellement de ses assassinats. Nombreux sont les Français tombés sous les coups des fanatiques et nous comprenons très bien la douleur du peuple italien et d'autant plus que ce massacre de sept marins italiens a pris une couleur particulière, qu'il a frappé des gens qui n'estimaient pas devoir se mettre en situation de défense, qui étaient venus confiants, faire leur travail en Algérie. Eh bien, nous avons été horrifiés comme quiconque par cet acte inqualifiable. Je profite de votre question pour exprimer au peuple italien, particulièrement aux familles de ces marins, le deuil que nous éprouvons nous-mêmes, la solidarité.\

QUESTION.- En ce qui concerne la croissance et l'emploi, monsieur le Président, quelle conclusion tirez-vous de cette première partie du G7 et est-ce que un message à ceux qui sont au chômage a été lancé d'une façon assez forte ?

- LE PRESIDENT.- Moi, j'ai trouvé ce Sommet, particulièrement positif à cet égard. D'abord par l'état d'esprit des participants, le désir d'aboutir ou de confirmer des positions essentielles et c'est le cas pour l'emploi, avec ces trois fameuses directions que je ne vais pas répéter. Je suppose que dans les mois qui vont venir, toute une série d'initiatives seront prises pour contribuer à faire que la croissance se traduise le plus possible en emplois. Donc l'état d'esprit était celui que je viens de vous dire et bien d'autres propositions vont dans le sens de la création d'emplois. Ainsi, à l'égard des pays en voie de développement : vous avez remarqué une nouvelle réduction de la dette, des engagements précis, des objectifs ciblés, devenus concrets et on a parlé de l'Afrique du Sud, de la Palestine, et d'autres sujets encore. On a parlé aussi d'autres pays, dits de transition, ceux dont la transformation politique et économique est en vue, je pense particulièrement aux pays d'Europe centrale et d'Europe orientale.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment jugez-vous l'attitude de vos partenaires européens au cours de cette négociation ? Est-ce que vous jugez qu'elle a été suffisamment solidaire notamment dans le débat avec les Américains sur l'ouverture éventuelle et rapide d'une nouvelle négociation sur la libération du commerce mondial. Ca c'est le premier point. Et, deuxième point, comment aviez-vous apprécié et jugé le travail de la présidence italienne dont c'était pour M. Berlusconi la première négociation internationale ?

- LE PRESIDENT.- Les présidences travaillent toujours très bien et travailler à Naples, c'est un privilège. De toute manière, le nouveau gouvernement italien dispose d'experts très qualifiés, c'est le propre de l'administration italienne. Je n'ai pas de remarque particulière à faire, si ce n'est de constater que le travail a été rapidement exécuté. Quant à la première question, écoutez, la France était réticente, elle a rencontré le concours de plusieurs d'entre eux, je ne vais pas faire un tableau d'honneur. Enfin, l'Allemagne a pensé que ce n'était pas urgent de bousculer l'ordre des choses alors que les ratifications ne sont pas encore obtenues. D'autres pays se sont exprimés mais cela n'est pas dans le communiqué : alors je n'ai rien à dire.\

QUESTION.- La question du Rwanda a-t-elle été abordée ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'elle sera évoquée demain. Elle a fait l'objet de quelques conversations hors séance. Monsieur Juppé me précise que les ministres des affaires étrangères, à l'exception de la France, en ont parlé. Mais tout cela prépare l'élaboration d'un texte pour demain.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le communiqué dit : "nous réduirons les facteurs qui augmentent le coût de l'emploi et nous ferons en sorte que nos systèmes de protection sociale favorisent le travail. Est-ce que vous pouvez nous commenter ces deux phrases ?

- LE PRESIDENT.- C'est une phrase que, moi, je trouve excellente parce qu'il est évident qu'elle se substitue à certains mots sacrés qui n'apparaissent pas : je ne dirai pas lesquels ! Le dictionnaire a son importance.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous parliez tout à l'heure du décalage entre ce qui est décidé et ce qui est fait et vous parliez de la conférence de Rio. Mais on peut dire la même chose pour le G7 entre ce qui est décidé et ce qui est mis en application. C'est votre quatorzième Sommet, peut-être le dernier. Est-ce que vous trouvez que ce décalage s'est modifié au fil des ans ou est-ce que vous trouvez que c'est toujours pareil ?

- LE PRESIDENT.- Oh non. Cette préoccupation de l'environnement, au cours de ces quatorze ans, a pris beaucoup d'importance, beaucoup de volume. Jamais une conférence comme celle de Rio n'aurait pu réussir à se tenir dans la décennie précédente. Les esprits s'y sont formés. Mais ce qui est vrai, c'est que, une fois que les grandes idées sont précisées, une fois que des engagements un peu sentimentaux sont pris, la connaissance immédiate du péril étant acquise, lorsqu'il s'agit de gérer cela, on s'adresse à ceux qui tiennent les cordons de la bourse. Que l'on ne voie pas là une mention particulière à l'égard de M. Alphandéry, qui n'a pas de responsabilité particulière dans le refus de l'aide à l'environnement ! Mais, c'est vrai que les choses se ralentissent et que le beau mouvement observé à Rio a décliné avec le temps, s'est fatigué. Il fallait absolument relancer la machine. C'est ce qui a été fait à Naples.\

QUESTION.- Vous avez, à plusieurs reprises, mis en garde contre une dérive, une sorte d'évolution du G7 vers un directoire. Est-ce que vous avez l'impression que cette évolution continue ou est-ce qu'au contraire vos mises en garde ont des effets ?

- LE PRESIDENT.- C'est une évolution dont je continue de me méfier. Je ne peux pas dire que le Sommet de Naples ait apporté de nouvelles raisons de crainte. Tout au plus, ai-je pensé que la reprise - trop rapide - d'une négociation autour de l'organisation du commerce décidée à Sept pouvait prendre un peu le caractère d'une injonction à l'égard de dizaines et de dizaines de pays qui n'étaient pas parmi nous, et qu'il fallait être extrêmement prudents dans la façon d'agir. Donc, sur ce point-là, je pense que ce Sommet a permis d'exprimer les mêmes réserves. Mais, à vrai dire, il n'y a pas eu beaucoup d'insistance.\

QUESTION.- J'aurai voulu avoir votre réaction sur la mort du Président Kim de Corée du Nord, s'il-vous-plaît ?

- LE PRESIDENT.- M. Kim Il Sung avait quatre-vingt deux ans. Il est un âge pour mourir : tous ceux qui approchent de ces rivages-là auraient tort de n'y pas penser. Donc, je suppose qu'il y avait songé lui-même. C'est un chef d'Etat qui disparaît, de grande envergure, qui gouvernait son pays sans partage de pouvoir depuis quarante-six ans. C'est donc effectivement dans cette partie du monde un changement important. Maintenant, on peut penser qu'au cours de ces dernières années, les clauses de la succession et la manière dont sera conduite la Corée du Nord, tout cela a été examiné par les successeurs éventuels. Kim Il Sung, a été une figure de l'après-guerre et

jusqu'à ce jour, jusqu'à la veille. Je crois, d'ailleurs, que j'étais le seul des chefs d'Etat et de gouvernement présents à Naples à l'avoir connu.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les Américains ont évoqué le commerce, encore une fois, sur les propositions de M. Clinton. Les Américains, cet après-midi, ont fait des reproches à La France. Ils ont dit que la France était le seul pays à bloquer les propositions de M. Clinton et que tous les autres Européens étaient plutôt d'accord. Mais vous avez dit qu'il n'y avait pas de division entre les Européens. Est-ce que vous pouvez dire, clarifier, préciser que la France n'était pas isolée dans ces questions ?

- LE PRESIDENT.- La France n'a pas été "le pays le plus anti-américain", venu arrêter le Président Clinton dans son élan. Nous avons d'excellentes relations et nous observons même, sur le plan de la clause sociale, un esprit de collaboration du Président Clinton qui nous paraît très sympathique. Simplement, sur la reprise trop rapide des négociations du GATT, il nous a paru prudent - et le Président Clinton s'est rangé à cet argument - d'attendre la fin du processus engagé lors de la phase précédente du GATT. J'ai évoqué la date du 1er janvier 1995. Après quoi, les gouvernements examineront la chose et verront ce qu'ils auront à faire. M. Alphandéry m'a dit qu'en même temps M. Kristofersen avait pris cette position-là, au nom de l'Union européenne. Il n'y a pas eu de clivage, juste des tonalités que votre oreille très fine aurait sans doute saisies. Mais ce n'est pas allé jusqu'au débat, ni jusqu'au clash.\

QUESTION.- J'ai cru comprendre que ce Sommet était un peu plus informel que les autres, qu'il y avait eu des pauses qui étaient aménagées pendant les discussions. Est-ce que pendant ces pauses vous avez discuté avec vos collègues européens de la succession de J. Delors et est-ce que vous avez l'impression que ce dossier, qui était dans l'impasse il y a encore dix jours, est en train d'évoluer ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, non. D'abord ce n'est pas l'affaire de la conférence des sept, qui n'a rien à voir avec ce choix. Ensuite, j'ai le sentiment que chacun observe une attitude d'une extrême prudence dans sa façon d'avancer. Mais de toute manière, il faudra bien en terminer dans une semaine.\